



**PRÉFET  
DE LA SARTHE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction de la Coordination  
des Politiques Publiques  
et de l'Appui Territorial  
Bureau de l'environnement et de l'utilité publique**

**Direction Départementale de la  
Protection des Populations de la Sarthe  
Service protection de l'environnement**

**Arrêté n° DCPAT 2021-0164 du 20 JUIL. 2021**

**Autorisation environnementale**

**SCEA de l'Arche (Monsieur CHEVE Arnaud et Madame DEROUET Sonia)  
(Siège social « Le Grand Bois » - 72300 PRÉCIGNÉ)  
Exploitation d'un élevage avicole de 59 999 places (rubrique n° 3660-a de la nomenclature des  
installations classées)  
aux lieux-dits « Le Grand Bois » et « Le Bois des Quatre Journaux » 72 300 PRÉCIGNÉ**

**Le Préfet de la Sarthe  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Chevalier de l'ordre national du Mérite**

**Vu le code de l'environnement - Titre VIII du livre I<sup>er</sup> ;**

**Vu le code de l'environnement - Titre 1<sup>er</sup> du livre II, notamment ses articles R. 211-80 et  
suyvants ;**

**Vu le code de l'environnement - Titre 1<sup>er</sup> relatif aux installations classées pour la protection de  
l'environnement du Livre V afférent à la prévention des pollutions des risques et des  
nuisances ;**

**Vu l'annexe à l'article R. 511-9 du code de l'environnement constituant la nomenclature des  
installations classées pour la protection de l'environnement ;**

**Vu la directive du Conseil n° 91/676 du 12 décembre 1991 modifiée concernant la protection  
des eaux contre la pollution par les nitrates à partir de sources agricoles ;**

**Vu la directive du Parlement et du Conseil n° 2010/75/UE du 24 novembre 2010 modifiée  
relative aux émissions industrielles (prévention et réduction intégrées de la pollution), appelée  
directive IED ;**

**Vu la décision d'exécution (UE) 2017/302 de la Commission du 15 février 2017 établissant les  
conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD) au titre de la Directive 2010/75/UE  
du Parlement européen et du Conseil, pour l'élevage intensif de volailles ou de porcs ;**

**Vu l'arrêté ministériel du 2 mai 2013 modifié relatif aux définitions, liste et critères de la  
directive 2010/75/UE du Parlement Européen et du Conseil du 24 novembre 2010 relative aux  
émissions industrielles (prévention et réduction intégrées de la pollution) ;**

**Vu l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 modifié relatif aux prescriptions générales  
applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques n° 2101,  
2102, 2111 et 3660 de la nomenclature des installations classées pour la protection de  
l'environnement ;**

*Place Aristide Briand - 72041 LE MANS Cedex 9 -*

*Préfecture : 02 43 39 70 00 - Standard : 02 43 39 72 72 - Télécopie : 02 43 28 24 09*

*www.sarthe.gouv.fr - [pref-mati@sarthe.gouv.fr](mailto:pref-mati@sarthe.gouv.fr) - Twitter : @Prefet72 - Facebook : Préfecture de la Sarthe*

**Vu l'arrêté du préfet coordonnateur de bassin du 18 novembre 2015 portant approbation du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Loire-Bretagne 2016-2021 et arrêtant le programme de mesures ;**

**Vu l'arrêté du préfet coordonnateur de bassin Loire-Bretagne n° 17.018 du 2 février 2017 portant délimitation des zones vulnérables aux nitrates d'origine agricole dans le bassin Loire-Bretagne ;**

**Vu l'arrêté du préfet coordonnateur de bassin Loire-Bretagne n° 17.014 du 2 février 2017 portant désignation des zones vulnérables aux nitrates d'origine agricole dans le bassin Loire-Bretagne ;**

**Vu l'arrêté du préfet de la région des Pays de la Loire n° 408 du 16 juillet 2018 établissant le programme d'actions régional en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole pour la région des Pays de la Loire ;**

**Vu l'arrêté inter préfectoral du 10 juillet 2020 portant approbation du schéma d'aménagement et de gestion des eaux du bassin de Sarthe-Aval ;**

**Vu la preuve du dépôt n°A-7-PKNDWXUQX, relative à une déclaration initiale délivrée à l'EARL DE L'ARCHE, le 14 septembre 2017 pour un effectif de 29 999 places ;**

**Vu la preuve du dépôt n°A-8-DH70300MY relative à un changement d'exploitant, délivrée à Monsieur CHEVE Arnaud (anciennement EARL DE L'ARCHE) le 2 février 2018,**

**Vu la preuve du dépôt n°A-1-10JGOXPSC, relative à un changement d'exploitant, délivrée à la SCEA DE L'ARCHE (anciennement Monsieur CHEVE Arnaud) le 14 février 2021 ;**

**Vu la demande d'autorisation environnementale et l'ensemble des pièces réglementaires jointes, présentés le 12 octobre 2020 par la SCEA DE L'ARCHE, siège social « Le Grand Bois » à PRÉCIGNÉ, en vue de l'extension d'un élevage avicole situé aux lieux-dits « Le Grand Bois » et « Le Bois des Quatre Journaux » situés sur la même commune ;**

**Vu l'arrêté préfectoral DCPAT 2021-0021 du 4 février 2021 prescrivant l'ouverture d'une enquête publique du 15 mars au 16 avril 2021 inclus ;**

**Vu le rapport d'enquête, le procès-verbal de l'enquête, les conclusions et l'avis du commissaire enquêteur ;**

**Vu l'avis émis par le SDIS ;**

**Vu les délibérations reçues des conseils municipaux et de la communauté de communes du Pays Sabolien consultés ;**

**Vu l'avis tacite « sans observation » de l'autorité environnementale ;**

**Vu le rapport établi par l'inspecteur de l'environnement, spécialité installations classées, de la Direction Départementale de la Protection des Populations de la Sarthe en date du 16 juin 2021 ;**

**Vu le courriel d'engagement du 15 juin 2021 du demandeur, relatif au respect des observations formulées par le SDIS ;**

**Considérant qu'aux termes de l'article L.512-1 du code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;**

**Considérant que cet élevage avicole relève de la directive européenne dite « IED » et que les justifications du projet ont pris en compte les objectifs de protection de l'environnement ;**

**Considérant que l'exploitant doit mettre en œuvre les Meilleures Techniques Disponibles pour la conception du logement, pour la réduction de la consommation d'eau et d'énergie, pour le stockage des effluents et le traitement des effluents de l'exploitation ;**

**Considérant que les conclusions de l'étude sont compatibles avec les dispositions du SDAGE du Bassin Loire-Bretagne arrêtant le programme pluriannuel de mesures ainsi qu'avec les objectifs du SAGE du bassin versant de Sarthe Aval ;**

**Considérant qu'une visite a été effectuée le 15 juin 2021, par l'Inspection des Installations Classées.**

**Considérant que les fientes émises en bâtiment font l'objet d'un pré-séchage et sont conformes à la norme NFU 42001, à des fins de commercialisation comme fientes de volailles déshydratées ;**

**Considérant que la conformité à la norme NFU est prouvée, entre autres, par le biais d'analyses selon une périodicité précise, prévue par le cahier des charges de la norme ;**

**Considérant qu'en cas de production d'un lot non-conforme, un contrat avec la SARL FROGER Frères « Montaigne » à THORIGNE SUR DUE est prévu pour assurer la normalisation des fientes, par compostage ;**

**Considérant que la capacité de stockage des deux fumières couvertes (690m<sup>2</sup> au total) est supérieure à celle réglementaire exigée, correspondant à 7 mois d'exploitation ;**

**Considérant que le site d'élevage n'a pas d'impact sur les zonages naturels réglementés (Natura 2000 et zones potentiellement humides) ;**

**Considérant que le site d'élevage n'est pas situé dans un périmètre de protection d'un captage AEP ;**

**Considérant que le dossier est en adéquation avec les enjeux identifiés et que les conclusions de l'étude sont compatibles avec les objectifs de qualité environnementale et plus particulièrement de protection de la ressource en eau ;**

**Considérant que le projet offre toutes les garanties pour un fonctionnement conforme à la législation et sans risque majeur pour l'environnement ;**

**Considérant que le mémoire en réponse présenté par la SCEA DE L'ARCHE propose une réponse à chacun des points de la demande formulée par le commissaire enquêteur ;**

**Considérant l'avis favorable émis par le commissaire enquêteur ;**

**Considérant les avis favorables émis par les conseils municipaux consultés ainsi que par la communauté de communes du Pays Sabolien ;**

**Considérant que concernant l'aménagement des parcours, le projet de plantations, à proximité du bâtiment projeté, rejoint les demandes des élus locaux ;**

**Considérant qu'aucune observation n'a été déposée en préfecture par courrier ou par voie électronique ;**

**Considérant que les observations, au titre de trois, sur le registre d'enquête, sont favorables au projet ;**

Considérant que cette demande ne nécessite pas de présentation au Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques

Considérant que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement, notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques et pour la protection de la nature et de l'environnement ;

Considérant que l'installation est soumise à autorisation environnementale ;

Considérant que le projet d'arrêté a été communiqué par le Préfet au pétitionnaire par courrier du 7 juillet 2021 ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Sarthe ;

## ARRETE

**Article 1<sup>er</sup>** : La SCEA DE L'ARCHE, représentée par Monsieur CHEVE Arnaud et Madame DEROUET Sonia, dont le siège social est situé « Le Grand Bois » à PRÉCIGNÉ est autorisée à exploiter un élevage avicole composé de deux bâtiments de 4 128 m<sup>2</sup> au total et de ses annexes pour 59 999 emplacements aux lieux-dits « Le Grand Bois » et « Le Bois des Quatre Journaux » sur le territoire de la commune de PRÉCIGNÉ. La production concerne l'élevage de poules pondeuses plein air.

Cet élevage est répertorié à la nomenclature des Installations Classées sous la rubrique suivante :

Rubrique ICPE	Désignation	Volume	Régime
3660-a	Elevage Intensif de volailles avec plus de 40 000 emplacements	59 999 emplacements	Autorisation (IED)

Le projet consiste en la construction d'une deuxième salle d'élevage de 2 064 m<sup>2</sup>, l'extension du local (ramassage des œufs, installations techniques et sas sanitaire) de 85,5 m<sup>2</sup> et en la construction d'une deuxième fumière couverte de 345 m<sup>2</sup>. Cette deuxième salle d'élevage sera symétrique à la première et en tous points semblable en terme de conception. La surface des parcours est portée à 24 ha 04 a.

### **Article 2 : situation de l'établissement**

Les installations (bâtiments et annexes) sont situées sur la commune, parcelles et sections suivantes :

Lieux-dits - Commune	Type d'élevage	Sections	Parcelles
Le Grand Bois - 72300 PRÉCIGNÉ	Poules pondeuses plein air	B	344
Le Bois des Quatre Journaux - 72300 PRÉCIGNÉ		B	341

### **Article 3 : élevage relevant de la Directive IED**

Au regard du nombre d'emplacements de volailles maximum autorisé, cet élevage relève de la Directive IED. De ce fait, l'installation doit être réalisée et exploitée en se fondant sur les performances des Meilleures Techniques Disponibles économiquement acceptables (MTD) et

en tenant compte de la vocation et de l'utilisation des milieux environnants ainsi que de la gestion équilibrée de la ressource en eau.

#### Définition des Meilleures Techniques Disponibles (MTD)

Les meilleures techniques disponibles se définissent comme le stade de développement le plus efficace et avancé des activités et de leurs modes d'exploitation, démontrant l'aptitude pratique de techniques particulières à constituer, en principe, la base des valeurs limites d'émission visant à éviter et, lorsque cela s'avère impossible, à réduire de manière générale les émissions et l'impact sur l'environnement dans son ensemble.

- Par « techniques », on entend aussi bien les techniques employées que la manière dont l'installation est conçue, construite, entretenue, exploitée et mise à l'arrêt.
- Par « disponibles », on entend les techniques mises au point sur une échelle permettant de les appliquer dans le contexte du secteur industriel ou agricole concerné, dans des conditions économiquement et techniquement viables, en prenant en considération les coûts et les avantages, que ces techniques soient utilisées ou produites ou non sur le territoire, pour autant que l'exploitant concerné puisse y avoir accès dans des conditions raisonnables.
- Par « meilleures », on entend les techniques les plus efficaces pour atteindre un niveau général élevé de protection de l'environnement dans son ensemble.

#### Article 4 : réexamen de l'autorisation - Meilleures Techniques Disponibles mises en œuvre

- Les « installations autorisées après la parution des conclusions MTD » sont les installations pour lesquelles une autorisation au titre de la rubrique 3660 est délivrée après le 21 février 2017 (date de publication au Journal officiel de l'Union Européenne de la décision établissant les conclusions sur les Meilleures Techniques Disponibles pour l'élevage intensif de volailles ou de porcs), y compris les installations faisant l'objet d'une autorisation pour une modification substantielle nécessitant le dépôt d'une nouvelle autorisation en application de l'article R.181-46 du code de l'environnement ;
- Les « installations autorisées avant la parution des conclusions MTD » sont les autres installations classées soumises à autorisation au titre de la rubrique 3660 ;
- Les « niveaux d'émission » sont les niveaux d'émission associés aux Meilleures Techniques Disponibles pour les émissions atmosphériques telles que décrites dans les conclusions sur les Meilleures Techniques Disponibles pour l'élevage intensif de volailles ou de porcs susvisées. Pour les poulets de chair d'une masse finale supérieure à 2,5 kg, ces niveaux d'émission sont fixés par le ministère en charge de l'environnement par avis publié au Bulletin officiel du ministère en charge de l'environnement ;
- Les « Meilleures Techniques Disponibles » sont celles figurant dans les conclusions sur les Meilleures Techniques Disponibles pour l'élevage intensif de volailles ou de porcs susvisées, ainsi que toute autre technique d'efficacité équivalente reconnue par le ministère en charge de l'environnement par avis publié au Bulletin officiel du ministère en charge de l'environnement.  
L'exploitant d'une installation autorisée après la parution des conclusions MTD met en œuvre les Meilleures Techniques Disponibles conformément au dossier déposé.  
L'installation respecte les niveaux d'émission.  
L'exploitant met en œuvre des dispositions de surveillance notamment des émissions et des consommations répondant aux exigences des conclusions sur les Meilleures Techniques Disponibles pour l'élevage intensif de volailles susvisées.  
Par dérogation aux articles 41 et 42, l'exploitant peut solliciter une dérogation permettant de fixer des valeurs limites d'émission qui excèdent les niveaux d'émission.

Cette demande est formulée et instruite dans les formes prévues au I de l'article L.515-29 du code de l'environnement et dans les dispositions réglementaires prises pour son application.

Si la dérogation sollicitée a été acceptée par le préfet à l'issue de la procédure, pour l'application de l'article 41 et du II de l'article 42 au périmètre couvert par le champ de la dérogation accordée, l'exploitant met en œuvre les prescriptions, respecte les valeurs limites fixées et délais prévus par arrêté préfectoral.

#### **Article 5 : déclaration des émissions polluantes**

L'exploitant déclare chaque année les émissions polluantes provenant de son exploitation, sur le site Internet mis à disposition pour le registre des émissions de polluants et des déchets, dans les modalités prévues par l'arrêté du 31 janvier 2008 susvisé.

#### **Article 6 : conformité au dossier de demande d'autorisation**

La présente autorisation est délivrée sous la réserve expresse des droits des tiers et aux conditions suivantes :

- l'installation et ses annexes, objet du présent arrêté, sont implantées, réalisées et exploitées conformément au dossier de demande d'autorisation adressé au préfet. Les bâtiments d'élevage et annexes sont implantés, conformément au plan joint en annexe 2 du présent arrêté,

- les prescriptions du présent arrêté ainsi que celles figurant à l'annexe 1, sont applicables à l'élevage.

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui mentionnés ou non à la nomenclature, sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation.

#### **Article 7 : normalisation des fientes et commercialisation**

Les fientes pré-séchées sont conformes à la norme NFU-42001 et sont vendues comme fientes de volailles déshydratées.

Le produit fini doit faire l'objet des analyses prévues par la norme, selon la fréquence mentionnée. Tout distributeur d'amendement organique doit disposer de la norme NFU concernée (disponible auprès de l'AFNOR : [www.afnor.fr](http://www.afnor.fr))

#### **Article 8 : devenir des lots non-conformes**

En cas de production d'un lot non-conforme, un contrat avec la SARL FROGER Frères « Montaigu » à THORIGNE SUR DUE, est prévu pour assurer la normalisation des fientes par compostage, en mélange avec d'autres fumiers.

#### **Article 9 : intégration paysagère**

Des plantations doivent être implantées à proximité du bâtiment d'élevage projeté, au niveau du parcours. La sapinière située au Nord du bâtiment doit être conservée.

#### **Article 10 : devenir des eaux de lavage en fin de bande**

Les eaux de lavage sont collectées dans cinq fosses « toutes eaux » d'un volume total de 45 m³. Elles sont vidangées par un prestataire spécialisé dans ce domaine. Le maître d'ouvrage doit s'assurer de la traçabilité des enlèvements, de leur suivi et disposer des justificatifs afférents à ces opérations.

#### **Article 11 : gestion des parcours**

Un couvert végétal doit être maintenu sur les parcours.

Une clôture est installée, avec retrait de 10 mètres minimum par rapport au ruisseau de la « Fontaine sans Fond » au plus tard le 1<sup>er</sup> août 2021.

## **Article 12 : mesures de prévention contre l'incendie**

### **- Dispositions constructives**

Les matériaux employés pour les nouveaux locaux d'élevage doivent comporter des parois latérales répondant à un classement minimal M1 ou A2S1D1 et M3 ou DS1D pour la toiture.

### **- Installations de désenfumage**

Dans le cas d'une ventilation dynamique, les bâtiments doivent disposer d'un système de désenfumage manuel ou mécanique présentant une surface utile d'ouverture en toiture de 2 %, avec un minimum de 4 exutoires pour 1 000 m<sup>2</sup> de toiture. Des commandes manuelles d'ouverture des exutoires doivent être mises en place à l'intérieur du sas ou à l'extérieur du bâtiment.

En l'absence de mise en place d'un système de désenfumage en toiture, il doit être apposé une signalisation externe blanche avec écriture en rouge, mentionnant clairement : « Absence de système de désenfumage. En cas d'incendie, ne pas pénétrer dans le bâtiment ». Cette signalisation doit être apposée à proximité de la porte principale et être d'un format de 60 cm x 30 cm minimum.

### **- Stockage de gaz**

Les citernes de gaz doivent être implantées à plus de 8 mètres des bâtiments ou garantir un isolement par un mur écran coupe-feu de degré 2 heures. Elles sont, en outre, équipées d'un dispositif de coupure généralisée.

### **- Accessibilité des engins de secours**

Les bâtiments doivent être accessibles aux engins de secours par une voie carrossable répondant aux caractéristiques minimales suivantes :

- largeur de la chaussée : 3 m,
- hauteur disponible : 3,50 m,
- pente inférieure à 15 %,
- rayon de braquage intérieur : 11 m,
- surlargeur (S) = 15/R dans les virages de rayon inférieur à 50 m,
- force portante calculée pour un véhicule de 160kN avec un maximum de 90kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 m au minimum.

### **- Défense extérieure contre l'incendie**

La défense extérieure du site doit être assurée par la création d'une réserve incendie d'un volume de 350 m<sup>3</sup>.

L'accès des engins de secours au point d'eau incendie identifié doit être réalisé en aménageant une plate-forme de 8 m x 4 m, desservie par une voie de 3 m de large minimum.

A l'issue, l'aménagement du point d'eau incendie doit faire l'objet d'une réception par le service départemental d'incendie et de secours de la Sarthe après contact au moyen de l'adresse suivante : [serviceprevision@sdis72.fr](mailto:serviceprevision@sdis72.fr).

## **Article 13 : incidents ou accidents**

L'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'Inspection des Installations Classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation, qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement.

Un rapport d'accident ou sur demande de l'Inspection des Installations Classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'Inspection des Installations Classées, dans un délai de 15 jours. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.

## **DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES**

### **Article 14 : modifications apportées aux installations**

Toute modification apportée par le déclarant à l'installation, à son mode d'exploitation ou à son voisinage, entraînant un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation initial, doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

### **Article 15 : Transfert sur un autre emplacement**

Tout transfert sur un autre emplacement des installations nécessite une nouvelle demande d'autorisation ou déclaration.

### **Article 16 : Changement d'exploitant**

Dans le cas où l'établissement change d'exploitant, le successeur fait la déclaration au Préfet dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitation.

### **Article 17 : Cessation d'activité et remise en état du site**

Lorsque l'installation cesse l'activité au titre de laquelle elle était autorisée, l'exploitant en informe le Préfet au moins trois mois avant l'arrêt définitif. La notification de l'exploitant indique les mesures de remise en état prévues ou réalisées.

L'exploitant remet en état le site de sorte qu'il ne s'y manifeste plus aucun danger, ni n'engendre de nuisances, en particulier :

- tous les produits dangereux ainsi que tous les déchets sont valorisés ou évacués vers des installations dûment autorisées ;
- les cuves ayant contenu des produits susceptibles de polluer les eaux sont vidées, nettoyées, dégazées et le cas échéant, décontaminées. Elles sont si possible enlevées, sinon et dans le cas spécifique des cuves enterrées et semi-enterrées, elles sont rendues inutilisables par remplissage avec un matériau solide inerte.

L'exploitant inclut dans le mémoire prévu à l'article R.512-39-3 du code de l'environnement, une évaluation de l'état de pollution du sol et des eaux souterraines par les substances ou mélanges dangereux mentionnée au 3 du I de l'article R.515-59 du même code.

### **Article 18 : caducité**

La présente autorisation deviendrait caduque si le projet n'était pas effectif dans un délai maximum de trois ans à dater de la notification du présent arrêté, ainsi que dans le cas où l'exploitant viendrait, sauf le cas de force majeure, à cesser son exploitation pendant trois années consécutives, conformément aux articles R.181-48 et R.512-74 du code de l'environnement.

### **Article 19 : publicité**

Conformément aux dispositions de l'article R.181-44 du code de l'environnement :

- Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de PRÉCIGNÉ et peut y être consultée ;



- Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de PRÉCIGNÉ pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;
- L'arrêté est adressé à chaque conseil municipal et aux autres autorités locales ayant été consultées en application de l'article R. 181-38 du code de l'environnement ;
- L'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le département de la Sarthe pendant une durée minimale de quatre mois.

#### **Article 20 :**

Les bénéficiaires de la présente autorisation ou leur représentant devront toujours être en possession de l'arrêté d'autorisation et aptes à le présenter à toute réquisition des fonctionnaires ou agents qualifiés.

#### **Article 21 :**

Les bénéficiaires doivent en outre satisfaire, le cas échéant, aux prescriptions qui pourront leur être imposées ultérieurement dans l'intérêt de la santé, de la salubrité, de la commodité ou de la sécurité publiques.

#### **Article 22 : délais et voies de recours**

Conformément aux articles L. 181-17 et R. 181-50 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du tribunal administratif de Nantes, dans les délais suivants, conformément à l'article R.181-50 du code de l'environnement :

1° par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de quatre mois à compter de :

a) l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R.181-44 ;

b) la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du préfet de la Sarthe ou d'un recours hiérarchique auprès du ministre chargé des installations classées pour la protection de l'environnement, dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie via l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

#### **L'article R.181-52 du code de l'environnement prévoit que :**

Les tiers intéressés peuvent déposer une réclamation auprès du préfet, à compter de la mise en service du projet autorisé, aux seules fins de contester l'insuffisance ou l'inadaptation des prescriptions définies dans l'autorisation, en raison des inconvénients ou des dangers que le projet autorisé présente pour le respect des intérêts mentionnés à l'article L.181-3.

Le préfet dispose d'un délai de deux mois, à compter de la réception de la réclamation, pour y répondre de manière motivée. A défaut, la réponse est réputée négative.

S'il estime la réclamation fondée, le préfet fixe des prescriptions complémentaires dans les formes prévues à l'article R. 181-45.

**Article 23** : Le secrétaire général de la préfecture de la Sarthe, la sous-préfète de l'arrondissement de LA FLÈCHE, le maire de PRÉCIGNÉ, la directrice départementale de la protection des populations et l'inspecteur de l'environnement spécialité installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

LE PREFET

Pour le Préfet  
Le directeur de cabinet,

Jean-Bernard ICHÉ

## **ANNEXES**

**à l'arrêté n° 2021-0164 du 20 juillet 2021**

**Installations Classées pour la Protection de l'Environnement**

**portant autorisation environnementale de l'élevage avicole de la SCEA DE L'ARCHE  
aux lieux-dits « Le Grand Bois » et « Le Bois des Quatre Journaux » à PRÉCIGNÉ**

- Annexe 1 : arrêté ministériel du 27 décembre 2013 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique n° 3660 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.
- Annexe 2 : plan des bâtiments d'élevage et des parcours.
- Annexe 3 : convention de reprise d'effluents d'élevage avec la SARL FROGER Frères.

